

Crise

Al : *Krisis, Krise*. — An : *Crisis*. — R : *Krizis*.

Terme médical qui désigne la phase aiguë d'un processus, où se décide la guérison, la mort ou le sursis, le mot « Crise » n'a pas attendu les marxistes pour se voir appliquer à l'économie et la politique. L'apport de ceux-ci consiste justement en une conception de l'Histoire, matérialiste et dialectique, qui permet de la penser comme un processus, scandé par une alternance de phases de stabilité structurelle (où les rapports sociaux se reproduisent sans changement autre que quantitatif) et de phases de mutation qualitatives, ouvertes par les crises.

Crise et dialectique. — Le problème est de comprendre l'enchaînement des périodes de reproduction stable et de mutation qualitative. La conception qui se dégage progressivement, de Marx à Lénine, est que le caractère contradictoire des rapports de production capitalistes en vigueur tend à se manifester sous forme de crise : « On ne peut plus continuer comme avant. » S'ouvrent alors différentes issues possibles : rétablissement sous une forme plus ou moins modifiée de ces rapports, fût-ce au travers de la contre-révolution et de la guerre, ou mise en place révolutionnaire de nouveaux rapports sociaux. Dans la mesure où la base des rapports sociaux réside dans la reproduction économique, c'est dans la crise économique que gît la possibilité de la révolution : « Une nouvelle révolution ne sera possible qu'à la suite d'une nouvelle crise [économique] mais l'une est aussi certaine que l'autre », écrit Marx (LCF) à la suite de l'échec de la Révolution de 1848.

Thèse stimulante mais qui a entraîné bien des mésinterprétations : le catastrophisme qui pose l'inéluctabilité de la « crise finale » et en déduit celle de la révolution, l'économisme qui réduit la crise à son aspect économique... En fait cette thèse de Marx pose autant de problèmes qu'elle en résout.

D'abord, comment passer du caractère contradictoire des rapports sociaux à la nécessité de la crise ? L'antagonisme entre producteurs privés, ou entre capitalistes et salariés, est constitutif des rapports capitalistes. Pourtant ceux-ci se reproduisent, « fonctionnent » : l'unité entre les pôles contradictoires se reproduit même à travers leur lutte, dans la concurrence,

dans la lutte des classes, moyennant des formes institutionnelles relativement stables (c'est ce que l'on peut appeler « régulation » de la contradiction). Certes, on peut expliquer comment la contradiction qui régit un phénomène tend à le faire évoluer. Mais la « tendance » relève de la longue durée, elle est inhibée par des contre-tendances; la crise est ponctuelle, brutale, manifeste. Comment passe-t-on de la tendance à la réalité de la crise ? Il ne suffit pas de répondre : « Tant va la cruche à l'eau... », il faut montrer pourquoi elle se brise : introduire d'autres rapports qui interfèrent avec les rapports fondamentaux (L. Althusser dira : qui les « surdéterminent »), rapports d'ordre internationaux, politiques, idéologiques, etc., bref ce que Lénine appellera une *conjoncture*.

Dès lors, le lien causal « crise économique → révolution politique » devient beaucoup plus flou. De toute façon, chez Marx, la crise n'a jamais qu'ouvert la *possibilité*, non la nécessité, de la Révolution : comme l'illustre déjà l'exemple de 1850. En fait, la crise économique n'a d'effets plus globaux que si elle sape la base de la reproduction des alliances de classes, de ce que Gramsci appellera « bloc hégémonique ». La Crise qui ouvre la Révolution n'est pas la crise économique, mais une crise d'emblée plus globale, que Lénine appellera « crise nationale ».

Ainsi, au schéma mécaniste qui, de telle ou telle tendance économique, déduit la nécessité de la révolution se substitue la nécessité d'une analyse concrète et globale de chaque mode concret de régulation d'une formation économique et sociale, dans son environnement international, des germes de crise qu'il recèle, des formes d'apparition et de développement de celle-ci, des possibilités divergentes qu'elle ouvre : soit vers un apurement, un réajustement des formes institutionnelles et des alliances de classes qui permettent la reproduction des rapports fondamentaux, soit vers un éclatement de ceux-ci et le passage à une ère nouvelle.

Les crises économiques du capitalisme. — Les rapports de production capitalistes se caractérisent par l'indépendance des unités économiques qui constituent néanmoins le travail social (contradiction qui se résout par l'échange marchand, régulé dans la concurrence par la loi de la valeur), et, d'autre part, par la séparation des producteurs directs (les salariés) des moyens de production, monopolisés et mis en œuvre par les capitalistes.

La première caractéristique ouvre à elle seule la *possibilité formelle* des crises. Aucune entreprise n'est *a priori* assurée de vendre sa production : chaque vente est un saut périlleux. Mais une entreprise qui ne vend plus ne peut plus acheter, ni moyens de production, ni force de travail. Les salariés mis au chômage cessent eux-mêmes de pouvoir acheter. Ainsi, tout désajustement entre production et circulation marchande peut déboucher, en spirale dépressive, vers une crise générale.

Mais quelles sont les « causes motrices » de ce désajustement, d'où vient la *nécessité* des crises ? De l'autre caractéristique : les rapports d'exploitation et de dépossession des salariés, dont l'expression économique est d'une part le taux d'exploitation, d'autre part la composition organique du capital. La lutte des classes dans la production, aiguillonnée par la concurrence, pousse en effet les capitalistes à augmenter la productivité (ce qui permet, à « norme de consommation ouvrière » inchangée, d'accroître le taux d'exploitation) à travers la mécanisation (ce qui accroît en général la composition organique). Or le taux de profit général croît avec le premier

mais décroît avec la seconde : et cela, même si le taux d'exploitation croît indéfiniment. C'est la « loi de baisse tendancielle du taux de profit ». Cette baisse tendancielle n'aurait rien de « critique » si la lutte des capitalistes pour s'en défendre (en accroissant le taux d'exploitation) n'aboutissait à une disproportion entre la croissance de la production et la croissance des débouchés : donc une « tendance à la surproduction ».

Ces deux tendances résultent donc des mêmes contradictions du mode de production. Cependant, elles se contrebalancent dans les phases « normales » en un régime d'accumulation régi par un mode de régulation historiquement spécifié : accumulation extensive ou intensive, débouchés recherchés dans la croissance du marché intérieur ou dans l'impérialisme, etc. La « crise » intervient quand les tensions deviennent trop fortes et qu'un événement fortuit vient catalyser l'impossibilité de « continuer comme avant ».

Selon le régime d'accumulation et le mode de régulation en vigueur, c'est la baisse du taux de profit ou la surproduction qui joue le rôle principal. Ainsi, l'accumulation extensive au XIX^e siècle venait buter sur l'insuffisance de main-d'œuvre (chute du taux de profit par tension sur les salaires). La crise de surproduction de 1930 traduit la contradiction entre une accumulation intensive (forts gains de productivité) et la stagnation du niveau de vie ouvrier. La crise actuelle est celle d'un régime où les gains de productivité accompagnaient l'extension de la consommation ouvrière, et commence par une chute de la rentabilité, « l'austérité » destinée à rétablir les profits (rongés par ailleurs par la rente pétrolière) entraînant ensuite la sous-consommation.

Cependant, dans les périodes d'expansion, les réformistes mettaient l'accent sur la tendance à la baisse du taux de profit, qui conduirait pacifiquement au socialisme par une prise de contrôle étatique des secteurs trop peu rentables : c'était l'argumentation de Kautsky. Rosa Luxemburg au contraire dramatisait le risque de crise de surproduction, et le choix entre guerre impérialiste et révolution. Cet argument fondé sur la sous-consommation ouvrière apparaît aujourd'hui « keynésien de gauche », car il impliquerait qu'une politique de relance de la consommation populaire permettrait de sortir de la crise. Or il faut distinguer les « petites crises » (où une politique convenable permettrait de réajuster production et demande) et les « grandes crises », qui exigent l'invention de nouvelles formes des rapports sociaux, en particulier du rapport salarial : mode d'extorsion de la plus-value, de régulation du salaire, etc. Telle fut la généralisation du fordisme après 1945, tel est le problème posé au capital dans la crise actuelle.

La crise nationale. — « Une situation prérévolutionnaire ne peut naître qu'à la faveur d'une crise nationale. Pour cela, il ne suffit pas que ceux d'en bas ne veuillent plus vivre comme avant, encore faut-il que ceux d'en haut ne puissent plus commander à l'ancienne manière. » Ainsi Lénine (MTC) tire-t-il le bilan de la Révolution russe.

« Commander à l'ancienne manière », cela désigne à la fois un système d'alliance au pouvoir, fondé sur des compromis entre les différentes classes exploiteuses, nationales et internationales, et certaines concessions accordées, en échange de leur « consentement », à « ceux d'en bas », certaines couches-relais se voyant plus particulièrement confier la mission de représenter les valeurs sur lesquelles est fondé le consensus. Le tout sur la base

d'un régime d'accumulation spécifique. C'est très exactement ce que Gramsci désigne par « bloc hégémonique ».

Or la stabilité de ce bloc peut être ébranlée par le développement capitaliste lui-même (écrasement de la petite propriété agraire ou urbaine, en France, après la seconde guerre mondiale), par une crise économique majeure, par une modification des rapports internationaux, etc.

A ce moment s'affrontent non pas deux classes, mais (au moins) trois blocs : l'ancien système hégémonique (conservateur), le nouveau bloc hégémonique (moderniste) qui cherche à se reconstruire autour de la réforme des rapports d'exploitation fondamentaux, et le bloc révolutionnaire visant à la remise en cause radicale des anciens rapports d'exploitation et d'oppression. Chacun de ces blocs peut incorporer à des degrés divers des fractions de classes populaires (ainsi pendant la crise portugaise de 1975 la petite paysannerie du Nord est restée dans le bloc archaïque). D'autre part, le bloc moderniste et le bloc révolutionnaire sont au départ indissociables : d'où l'unanimité des révolutions française de février 1848, ou russe de février 1917. Après vient la clarification... par la lutte entre révolution et contre-révolution.

Il arrive ainsi souvent qu'un fort mouvement populaire n'aboutisse qu'à mettre en selle un bloc hégémonique moderniste. Mais lui jeter la pierre au nom des risques de « récupération », comme le font ceux qui ne voient dans Mai 68 qu'une « révolution de la Nouvelle Petite Bourgeoisie », serait un contresens historique : car c'est toujours ainsi qu'avance l'Histoire.

● BIBLIOGRAPHIE. — MAO ZEDONG, *Sur les crises et la dialectique historique*. De la contradiction, Ed. de Pékin, et son commentaire dans LOUIS ALTHUSSER, *Pour Marx*, Maspero, 1965. — *Sur les crises économiques*, en particulier la crise actuelle : MARX, K., ES, III, 6; A. GRANOY, Y. BARON, B. BILLAUDOT, *Croissance et crise*, Maspero, 1979; A. LIPIETZ, *Crise et inflation : pourquoi?*, Maspero, 1979; voir également le numéro spécial 7-8 de *Critiques de l'Economie politique*, Maspero, 1979. — *Sur les « crises nationales »* : les textes de LÉNINE entre février et octobre 1917, ainsi que *La maladie infantile du communisme* (MIC); N. POULANTZAS, *La crise des dictatures*, Maspero, 1975. Sur la crise actuelle en France et les débats politiques qu'elle suscite; voir A. LIPIETZ, *La double complexité de la crise*, *Les Temps modernes*, juin 1980.

► CORRÉLATS. — Antagonisme, Composition organique, Concurrence, Conjoncture, Economie politique, Révolution.

A. L.